

Des sondages qui coûtent très cher à l'Elysée

JEAN LAUNAY, député PS du Lot et rapporteur spécial de la mission « pouvoirs publics », a rendu public hier à l'Assemblée nationale la liste des sondages commandés et payés par l'Elysée depuis 2008, avec l'objet de l'enquête, la date et le montant de la facture payée. Communiquée par le directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, cette liste révèle que le montant total des sondages achetés par la présidence s'élève à 3,28 millions d'euros en 2008 ! Un budget qui devrait être ramené à 1,9 million d'euros en 2009, puis 1,4 million en 2010. Et les enquêtes seront désormais commandées par l'Elysée aux instituts de sondage choisis à l'issue d'un appel d'offres.

Votre rapport fait apparaître que l'Elysée a dépensé 3,28 millions d'euros en 2008 pour des sondages. Est-ce nouveau ? Est-ce illégal ?

Jean Launay. Ce n'est sans doute pas nouveau, mais le problème, c'est qu'avant on ne le savait pas. Je suis le premier à souligner la transparence dont fait preuve l'Elysée dans ce domaine. Il n'y a là rien d'illégal non plus. On peut simplement s'étonner de l'ampleur des montants. Et des marges, de l'ordre de 80 %, en faveur de celui qui a fait la plupart des études, en l'occurrence le cabinet Publifact, de Patrick Buisson.

« La question est de savoir si on met en place des politiques pour répondre aux sondages »

En octobre 2008, l'Elysée a commandé un sondage sur « le climat politique en Ile-de-France ». A-t-il

servi à départager Roger Karoutchi et Valérie Pécresse dans la primaire UMP pour les régionales, comme le soupçonner certains députés PS ?

La liste des factures communiquée par l'Elysée ne donne pas la réponse à cette question. Et l'on ne connaît même pas les questions posées dans cette enquête. Mais il est évident que la volonté de transparence déclenche toute une série de questions. On est un peu comme dans un écheveau que l'on tire... C'est bien pour avoir les réponses que le groupe socialiste demande une commission d'enquête.

La droite répond séparation des pouvoirs...

C'est une défausse qui ne pourra pas tenir. Les citoyens ont le droit de savoir. Et la question de fond est de savoir si la République fonctionne à

coups de sondages, si on met en place des politiques pour répondre aux sondages.

On observe des similitudes entre les sondages publiés par certains médias et ceux commandés par l'Elysée. Ce sont les mêmes ?

Oui, de toute évidence. Les sondages type Polytoscope commandés par l'Elysée et réalisés par OpinionWay se sont retrouvés dans « le Figaro » et sur LCI.

Peut-on parler, comme Didier Migaud, président PS de la commission des Finances, de « tentative de fabrication de l'opinion publique » ?

Cela pourrait être l'un des boulots de la commission d'enquête, d'apporter une réponse à cette question.

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHALIE SEGAUNES